

Une ère de consolidation attend les traders

> Matières premières Le patron de Sucafina évoque des coûts suisses «exorbitants»

> Les plus petits joueurs vont disparaître, prédit le négociant genevois en café

Valère Gogniat

Ils avaient avec eux un «extraordinaire PowerPoint», se souvient Nicolas Tamari. C'était il y a environ une année. Des représentants de Kuala Lumpur sont venus à la rencontre du patron du négociant genevois en café Sucafina pour lui proposer de délocaliser sa société et ses trente employés. «Je suis Suisse, je veux y rester», a-t-il répondu. Mais les négociants étrangers pourraient, eux, choisir l'option de la délocalisation. «Et les Singapouriens viennent les voir trois à quatre fois par an», prévient Nicolas Tamari.

Judi, à l'occasion de la publication des résultats de son enquête conjoncturelle 2014-2015 (voir ci-dessous), la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) avait invité le patron de Sucafina pour



Un tiers du pétrole mondial transite par les sociétés de l'Arc lémanique, selon la Swiss Trading and Shipping Association. L'industrie des matières premières a connu un «vrai ralentissement» l'an dernier. ARCHIVES

offrir un coup de projecteur sur l'industrie des matières premières. Un secteur que Jacques Jeanerats, directeur général de la CCIG, qualifie de «porteur, mais discret» et surtout «très sensible aux conditions-cadres». En substance, Nicolas Tamari a évoqué un «vrai ralentissement» des affaires dans le secteur ces douze derniers mois. Avec environ 500 entreprises qui y sont actives, l'industrie suisse des matières premières emploie environ 11 000 personnes, selon les chiffres du STSA

(Swiss Trading and Shipping Association, le lobby du secteur). Et environ 6000 rien qu'à Genève.

Judi matin, au quartier général de la CCIG, le ton était plutôt morose. En cause, une conjonction de deux phénomènes qui s'abat actuellement sur ces entreprises transportant pétrole, cuire, sucre ou blé d'un bout à l'autre de la planète. Côté industrie, le ralentissement économique de la Chine ou du Brésil, l'appréciation du dollar ou la baisse des cours sont autant d'éléments

pesant sur la marche de leurs affaires. En outre, les banques se montrent de moins en moins enclines à prêter de l'argent aux plus petits acteurs de ce marché. L'amende infligée à BNP Paribas par les autorités américaines «a ralenti l'intérêt des financiers. Les banques préfèrent désormais prêter de l'argent aux sociétés possédant une taille critique», juge Nicolas Tamari.

Les nuages s'accumulent également du côté de la Suisse, où les conditions-cadres se durcissent.

«Les sociétés de trading ne vont pas continuer à croître à Genève. Pour un négociant qui travaille dans un environnement de prix très volatils, le besoin d'un cadre stable est essentiel, rappelle Nicolas Tamari. Cette stabilité n'existe plus à Genève.»

«Je ne pense pas que les sociétés de trading vont continuer à croître à Genève», estime Nicolas Tamari

Premier problème: le franc fort. Même si son impact est relatif sur des entreprises réalisant l'essentiel de leurs affaires en dollars, il entraîne des «coûts exorbitants» dans le pays, par exemple dans l'immobilier. Autre souci: l'immigration. Depuis le vote du 9 février 2014, les traders ne savent plus s'ils pourront faire venir leurs employés londoniens ou asiatiques à leur guise. Sans compter la réforme en cours de la fiscalité des entreprises. «Cela devient difficile de justifier une présence en Suisse face à un conseil d'administration», soutient Nicolas Tamari.

En conséquence, ce dernier s'attend à un lent exode des activités jugées non stratégiques des traders (comptabilité, par exemple) vers l'Asie. Et une ère de consolidation. «Les plus petits joueurs vont disparaître», prédit-il.

Inquiétudes dans la banque et la finance

> L'année 2014 a été un peu moins bonne que 2013, selon l'enquête conjoncturelle de la CCIG

L'enquête conjoncturelle réalisée par la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) fait apparaître de plus fortes disparités entre entreprises que d'autres années. Le commerce, la finance, le négoce, l'horlogerie sont inquiets.

Dans l'ensemble, l'année 2014 a été un peu moins bonne que 2013 dans le canton. Quelque 32% des entreprises ont eu une année 2014 bonne à très bonne, mais la même proportion a jugé l'année difficile à très difficile, a indiqué Alexandra Rys, en présentant l'enquête.

Les situations sont plus contrastées que lors des précédentes en-

quêtes. Le volume d'affaires est resté stable ou a augmenté pour 67% des quelque 800 entreprises ayant répondu au questionnaire. Si 17% ont indiqué une augmentation de 10% et plus, 11% ont déploré une diminution de 10% et plus. Pour 2015, 74% des entreprises estiment que leur volume d'affaires sera stable ou en hausse (83% en 2013 et 75% en 2012), contre 26% qui le voient en baisse (17% en 2013). Les prévisions de rentabilité suivent la même tendance: 75% les voient stables ou positives contre 26% négatives.

Commerce en berne

Fait nouveau, parmi les secteurs les plus pessimistes se trouvent la banque et la finance ainsi que l'horlogerie-joaillerie, a précisé le directeur de la CCIG, Jacques Jeanerats. Le commerce de détail continue de souffrir du tourisme

d'achat, avec des chiffres d'affaires en baisse pour 44% des entreprises.

Dans la banque (17% du PIB du canton), 27% des établissements ont qualifié 2014 de bonne à très bonne, mais 35% d'entre eux ont jugé l'année difficile à très difficile. Une chute de leur rentabilité de 10% et plus est déclarée par 29% des banques, contre 10% un an auparavant. L'immobilier, la chimie et la pharmacie, les conseils, le bâtiment sont les branches les plus confiantes.

Pour le président de la chambre, Pierre Poncet, «nous marchons sur des œufs». Il a mentionné comme facteurs négatifs la cherté du franc, les difficultés à recruter du personnel étranger, les incertitudes fiscales. Il constate un ralentissement et une consolidation dans des secteurs primordiaux pour le canton comme les banques et le négoce. **ATS**

Les ventes de Vitol en recul

> Le négociant genevois entend poursuivre ses investissements dans les infrastructures

Avec ses 307 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2013, Vitol était connue pour être la plus grande société du pays. Cela devrait rester le cas en 2014, même si le négociant genevois en énergie a généré un chiffre d'affaires en baisse de 12%, à 270 milliards.

Les volumes pétrole et produits dérivés transportés sont passés à 268 millions de tonnes (276 en 2013). Un tassement également observé du côté du gaz naturel. Le volume de charbon s'est effrit d'un tiers. Les contrats dans l'électricité en revanche ont pris l'ascenseur, a expliqué le groupe genevois dans un communiqué. «En

tant que premier négociant indépendant d'agents énergétiques, la chute du prix du brut au dernier trimestre 2014 a handicapé nos revenus», a constaté le président et directeur général, Ian Taylor.

Vitol entend poursuivre son développement dans le raffinage et la distribution aux clients finaux, affirme encore le patron, cité dans le communiqué. 50 millions de dollars devraient ainsi être investis cette année dans Varo Energy. Cette coentreprise détenue avec Carlyle exploite par exemple la raffinerie de Cressier (NE). Fin 2014, le groupe a également repris un site industriel à Eclépens (VD).

Pour l'avenir, la direction perçoit une amélioration sur le front des tarifs des hydrocarbures, mais des risques géopolitiques devraient continuer à peser tant sur la demande que sur l'offre dans de nombreuses régions. **V.G.**

Les sociétés neuchâtelaises sont inquiètes

> Franc fort 2015 s'annonce «très dur»

Serge Jubin

Le coup de sonde tendu: la Chambre de commerce et de l'industrie interrogé ses membres le 16 janvier (au lendemain de la décision de la BNS de maintenir le taux plancher euro-franc à 1,60) et le 16 février, afin de connaître les perspectives. «Il y avait une contraction dans l'industrie en 2014, 2015 s'annonce année très dure», commente le président de la CCNI, Matias Gagnon. Pourtant, en 2014, les entreprises ont été bonnes et l'emploi a augmenté, constate-t-il. Les chiffres confirment: 94 100 emplois en fin 2014 dans le canton, soit une progression de 1,1% en un an. Avec toutes les perspectives d'emplois industriels de 0,3%, tandis que ceux de services ont augmenté de 3,6%.

Déjà soucieux des perspectives de recrutement du privé, les entreprises neuchâtelaises – proportionnellement plus exportatrices de produits que la région de Bâle-Ville – craignent la détérioration de leur compétitivité liée au franc fort, mais aussi au cours des produits de base (le catastrophisme exagéré n'était légitime), fait remarquer le directeur de la CCNI, Florian Gagnon.

Les perspectives sont floues. Une enquête auprès de 50 entreprises interrogées (50% de la population, plus de 70% de services et de services stabiliser les effectifs dans les industries envisagées).

Potentiel de croissance à améliorer

«Le franc fort fait aussi des gagnants», commente l'économiste de l'UB, Stéphane Guth, qui a complété l'enquête de la CCNI en constatant que la fiscalité des entreprises neuchâtelaises plaçait Neuchâtel «à la tête des cantons alémaniques», mais que le canton doit le faire davantage; il doit le faire davantage, par sa position géographique plus forte et que le canton porte davantage et que le canton ne pèse pas la position des entreprises suisses.»